

Editorial

Le Kivu : région riche en ressources naturelles mais non intégrée de façon stratégique dans le circuit économique de la RDC

Avant le découpage administratif de 1986, le Kivu (Nord-Kivu, Sud-Kivu et Maniema) était une seule et même province de la RDC, avec ses sols volcaniques et son climat favorable à la production agricole, sans oublier sa biodiversité extraordinaire. Aujourd'hui, cette vaste région riche en ressources naturelles se trouve confrontée à beaucoup de défis liés à la sécurité et à l'intégration économique nationale. L'accès à la terre (densité de 300 à 350 habitants/km²) et aux autres ressources stratégiques (minerais) constitue l'épicentre des conflits parfois sanglants dans cette partie du pays.

Comme d'autres provinces de la RDC, le Kivu reste un îlot aussi isolé des autres entités territoriales du nord, du sud, du centre et de l'ouest de la RDC suite au délabrement des voies de communication : routes, chemins de fer, voies d'eau navigables, etc. Ceci a entraîné la réduction significative des volumes d'échanges entre le Kivu et les autres provinces du pays. La seule option sur le plan économique pour le Kivu est de s'orienter vers les pays situés à la frontière (Ouganda, Rwanda, Burundi, etc.). Ainsi, le Kivu se trouve au centre d'intérêts des jeux d'acteurs, l'appartenance politique et administrative à la RDC et son intégration dans le bloc économique d'Afrique orientale suite à la mauvaise intégration de cette région dans le circuit économique national.

Les richesses minières et les potentialités agricoles du Kivu font de cet espace la région la plus riche d'Afrique, qui devrait logiquement, avec des politiques publiques cohérentes, être la locomotive du développement socioéconomique durable de la République Démocratique du Congo. La construction des infrastructures (routes et chemins de fer), l'aménagement et l'entretien des voies d'eau navigables en vue d'assurer l'intégration économique des provinces de la RDC, constitue la voie de la stabilité et du progrès pour les populations congolaises.

En effet, dans l'architecture gouvernementale de la RDC, il y a le Ministère de l'Intégration régionale dont la mission est de faire participer le pays à l'intégration économique africaine. Mais, la participation efficace et efficiente de la République Démocratique du Congo à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) ne peut être effective que lorsque la RDC, tant qu'Etat, est caractérisée par une intégration économique nationale. Lorsque la banane produite à Goma ne peut être vendue facilement à Kisangani, Mbandaka, Kinshasa, Lubumbashi, Kananga, etc., l'intégration de la RDC à la Zone de libre-échange continentale africaine ne sera qu'une utopie.

L'intégration du Kivu dans le bloc économique national permettra de régler la question de l'approvisionnement alimentaire dans les grands centres urbains de la RDC, de l'exode rural, du décollage économique du pays et de la stabilité de cette région confrontée aux conflits perpétuels. Il est difficile d'assurer la sécurité des exploitations agricoles, des ressources naturelles et des populations dans une région enclavée, dépourvue de voies de communication viables. Le Kivu, au-delà de son appartenance politique et administrative à la RDC, doit impérativement être intégré dans le circuit économique national. Il est important que des études sérieuses soient menées sur la création d'un **Ministère chargé de l'Intégration nationale** et régionale avec un contenu clair. Parler de l'intégration régionale dans un pays où les échanges commerciaux entre les territoires appartenant à une même province sont difficiles à réaliser, relève d'une fiction.

Professeur Jean de Dieu MINENGU MAYULU